L'air de Paris

Autor(en): **Chouet, Jean-François**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **128 (1983)**

Heft 11

PDF erstellt am: **09.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-344560

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'air de Paris

par le major EMG Jean-François Chouet

Beyrouth, dimanche 23 octobre. A 20 secondes d'intervalle, deux camions-kamikazes réduisent en ruines les PC américain et français de la Force multinationale. Les victimes se comptent par centaines. 58 militaires tués du côté français.

A Paris, les réactions ne ressemblent que de loin à celles que représentent les radios et les chaînes de télévision. De même que, très vraisemblablement, les réactions du peuple américain ne correspondent pas à celles que les media français ont voulu, à travers un sondage express dans les rues américaines, faire passer pour l'opinion majoritaire des administrés de M. Reagan.

Ici, en réalité, la participation de la France à la Force multinationale après l'attentat du 23 octobre n'a jamais fait problème. De sorte que le président de la République ne risquait pas de se tromper en affirmant, avec la solennité qui s'impose en pareille circonstance, que la France resterait fidèle à son «histoire et à ses engagements». De la gauche socialiste à la droite même extrême, la classe politique et la base étaient derrière lui. Le parti communiste lui-même, dont les échecs électoraux successifs tempèrent l'ardeur révolutionnaire, s'est tenu sur une prudente réserve. On a même remarqué que le porte-parole du PC a, toutes affaires cessantes, «rendu hommage» aux soldats français tombés au Liban.

Vendredi 28 octobre, dans la nuit orientale, figé au garde à vous devant cinquante-huit cercueils alignés et recouverts du drapeau tricolore, le contingent français chantait d'une voix mâle et tremblant d'émotion un chant d'adieux à ses camarades. A la suite de quoi, d'une voix forte, le général Cann, commandant la force française, prenait congé de ses subordonnés: «Au revoir, mes chers parachutistes.» Mercredi prochain, en présence du Président de la République, les obsèques des victimes auront lieu aux Invalides.

*
* *

Ce qui frappe l'observateur suisse?

D'abord et surtout l'unité d'une nation qui, la veille comme le lendemain de l'épreuve, sait avec un art consommé se montrer divisée en deux ailes gauche et droite. Autrement dit le fait qu'un bloc national se soude face à l'épreuve, comme l'esprit de corps d'une troupe se forge face aux difficultés et à l'effort communs.

Ensuite – et ce n'est pas moins important – le fait qu'à aucun moment, les militaires, les chefs militaires ou les autorités politiques n'ont été mises à l'index. Personne ou presque n'a trouvé à redire à la présence

française au Liban. Personne, surtout, n'a cherché, comme c'est si souvent le cas chez nous, à jeter la pierre à des chefs militaires à la négligence ou à l'imprévoyance coupables. Et pourtant, ce n'est pas faute d'avoir tenté de faire dire aux camarades survivants (ou demeurés en France) ou aux familles des victimes leur incompréhension ou leur révolte : ni les uns ni les autres ne sont tombés dans les pièges tendus par les journalistes en mal de sensationnel.

Une dignité qui fait réfléchir et qui nous laisse espérer qu'en temps de paix, mais surtout en temps de crise, notre peuple fera preuve de la même solidité morale et cessera de ne raisonner qu'en comptant ses petits sous.

Paris, le 29.10.83

J.-F. C.

Les raisons d'une conclusion importent autant, et plus, que cette conclusion elle-même.

MARITAIN